

LÉOTARD RÉCLAME UNE AIDE INTERNATIONALE.

reutfr0020011106dq6t00xef

par Peter Smerdon

727 Mots

29 Juin 1994

15:42 GMT

Reuters - Les actualités en français

Français

(c) Reuters Limited 1994.

GOMA (ZAIRE), 29 juin, Reuter - François Léotard, ministre français de la Défense a demandé mercredi la participation d'Etats africains et européens à l'opération "Turquoise" alors qu'il visitait les soldats français dans le sud-ouest du Rwanda.

Lors d'une conférence de presse à Goma, François Léotard a lancé un appel aux pays européens et africains pour qu'ils aident la France à assurer la sécurité des civils menacés.

"La France n'est pas le gendarme du monde", a souligné le ministre.

Après un bref entretien avec le général Lafourcade, François Léotard s'est rendu dans la base arrière de Bukavu. Il a ensuite franchi la frontière pour se rendre auprès de troupes françaises et visiter des camps de réfugiés sous protection française dans le sud-ouest du Rwanda.

L'armée française estime à 800.000 environ les membres de la majorité hutue et de la minorité tutsie déplacés dans l'ouest du pays sous contrôle gouvernemental - 370.000 dans le sud-ouest et près de 400.000 dans le nord-ouest du pays.

Parmi les camps protégés par la France, celui de Nyarushishi, à 15 km de la ville frontalière de Cyangugu, abrite quelque 7.800 Tutsis ayant échappé aux massacres perpétrés par les milices et l'armée hutues.

Environ 1.500 soldats français sont arrivés dans la région depuis jeudi dernier et leur nombre devrait atteindre 2.500 à la fin de la semaine. Une première cargaison de 40 tonnes d'aide humanitaire d'urgence envoyée par le ministère français de l'Action humanitaire est arrivée mardi à Goma, et le pont aérien se poursuit, a-t-on rapporté de source autorisée.

Malgré les promesses européennes d'un soutien logistique, seul le Sénégal a pour l'instant envoyé 40 hommes rejoindre les Français.

Léotard a exprimé le souhait que les troupes françaises aient quitté le Rwanda à la fin juillet comme prévu.

Le chef du gouvernement intérimaire hutu a déclaré qu'il serait ennuyé si les troupes françaises étaient remplacées par des casques bleus qui n'ont pas réussi à mettre fin aux combats à Kigali lorsqu'ils ont commencé. "La France est bienvenue ici" a déclaré le Premier ministre Jean Kabanda aux journalistes au siège provisoire du gouvernement à l'hôtel Méridien de Gisenyi.

"Le départ des Français dans deux mois nous effraie, nous sommes inquiets à l'idée qu'ils vont être remplacés par des troupes de l'Onu".

Bandes armées hutues et tutsies

Mardi, les forces françaises ont évacué par hélicoptère sur Goma 35 religieuses et novices d'un couvent de Kibuyé, dans le centre du Rwanda, ainsi que huit orphelins. Il s'agissait de la première

évacuation de civils menacés depuis deux mois et demi par les milices hutues.

Mardi également, les troupes françaises se sont mis à la recherche de bandes armées dont certaines sont soupçonnées de massacres dans le sud-ouest du Rwanda.

Un porte-parole militaire a déclaré à Goma que les unités en patrouille dans l'ouest du Rwanda n'y avaient découvert aucun nouveau massacre depuis le début de l'opération Turquoise.

Il a dit que des soldats tentaient de faire la lumière sur des tirs entendus lors de missions de reconnaissance précédentes à l'intérieur d'un triangle territorial borné par Gisinya, Karongi et Gisovu, dans le Sud-Ouest. Le porte-parole a signalé la présence dans la région de bandes armées hutues et tutsies, mais en précisant que les Tutsis en question n'appartenaient pas au Front patriotique du Rwanda (FPR, rebelle) et qu'il s'agissait d'individus cherchant à se défendre eux-mêmes.

Dans une interview publiée mardi par le quotidien Le Monde, Alexis Kanyarengwe, président du FPR, a assoupli la position de son mouvement à l'égard de l'opération française. "Quand Paris a pris sa décision, nous considérons ce geste comme une agression. Mais la communauté internationale, par la voix du Conseil de sécurité de l'ONU, a couvert la France. Si celle-ci s'en tient à son mandat humanitaire, ce sera une très bonne chose", a-t-il dit.

Il a ajouté que le FPR n'était pas opposé a priori à une opération humanitaire, mais qu'il aurait "préféré que celle-ci soit conduite par les soldats d'un autre pays". /PBR/CDQ

(c) Reuters Limited 1994